

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04 janvier 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PERRIEN TS

2 rue des Frères Montgolfier
95500 GONESSE

Références : ud95-2023-0065
Code AIOT : 0006505705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 janvier 2023 dans l'établissement PERRIEN TS implanté 2 rue des Frères Montgolfier - ZI NORD à GONESSE (95500). L'inspection a été annoncée le 04 janvier 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incendie s'est déclaré le dimanche 1er janvier 2023 à 14 h sur le site de la société PERRIEN TS situé au 2 rue des Frères Montgolfier sur la commune de GONESSE (95500).

Ces visites d'inspection sur site font suite à la première visite réactive du 02 janvier 2023. Elles avaient pour but de vérifier l'avancement de la mise en sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERRIEN TS
- 2 rue des Frères Montgolfier - ZI NORD - 95500 GONESSE
- Code AIOT : 0006505705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PERRIEN Traitement de Surface, implantée depuis 1974, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour un volume de bains autorisé d'environ 69 m³.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral daté du 21 février 2000, modifié par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2014.

L'effectif sur site est composé d'une dizaine de salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de l'incendie
- Mise en sécurité du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	10 jours
2	Évacuation des déchets et mise en sécurité	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	10 jours
3	Nettoyage et curage du réseau d'eau pluvial impacté	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours
4	Nettoyage du réseau d'eaux usées	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 4bis	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours
5	Suivi environnemental et sanitaire du sinistre	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 6.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours
6	Rapport d'accident	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 7	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours
8	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rapport d'accident	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 7	/	Sans objet
7	Installations électriques – contrôle périodique	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 4, 4bis et 6.1 de l'arrêté de mesures d'urgence du 02 janvier 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

L'exploitant débute, dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, les opérations de pompage et d'évacuation des eaux d'extinction épandues sur son site et aux alentours. Il maintient une capacité de rétention suffisante des eaux d'extinction afin de supprimer, aussi rapidement que possible, tout rejet d'eaux potentiellement polluées dans le milieu naturel et au réseau d'évacuation des eaux usées.

Toutes les évacuations au réseau du bâtiment sont isolées au moyen d'un tampon étanche.

Les eaux d'extinction d'incendie sont évacuées vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet.

Elles font, au préalable, l'objet d'analyses en fonction des substances pertinentes identifiées dans les études demandées à l'article 6 a), b) et c).

Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : L'inspection des installations classées s'est rendue sur site le 04 janvier 2023. Il a été constaté que les opérations de pompage et d'évacuation des eaux d'extinction épandues sur site et confinées dans le sous-sol étaient en cours.



Figure 1: Photo du 02 janvier 2023 – eaux d'extinction confinées



Figure 2: Photo du 04 janvier 2023 - eaux d'extinction confinées

La société SARP a été chargée par l'exploitant de réaliser ces opérations de pompage.

Après pompage et en l'absence de détermination, au jour de l'inspection, d'un centre de traitement de ces déchets, les effluents sont stockés dans des citernes de 70 m³ (4 citernes sont présentes sur site) :



Figure 3: Photo du 04 janvier 2023 - tanks de stockage (4x70 m³) des eaux pompées

La SARP a indiqué que des mesures sur ces eaux ont été réalisées pour déterminer l'exutoire.

Le 04 janvier, 100 m³ ont été pompés mais la SARP rencontrait des difficultés pour pomper le fond du sous-sol en raison d'un impact plus important dans le fond. Le véhicule de pompage a été modifié.

Le pompage des eaux d'extinction a été arrêté par la SARP pendant la semaine du 09 au 15 janvier, du fait qu'aucun camion pompe résiné n'était disponible pour réaliser le pompage de ces eaux.

A la date du présent rapport, le pompage des eaux d'extinction est encore en cours. L'exploitant est en attente de certificat d'acceptation préalable de ces eaux dans un établissement de gestion des déchets approprié.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 10 jours

N° 2 : Évacuation des déchets et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation des déchets et mise en sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet à M. le préfet du Val d'Oise, dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, l'inventaire des stockages des produits et déchets présents sur le site juste avant le début de l'incendie. Il fait figurer, sur un plan, les emplacements, la nature des déchets (dangereux ou non dangereux) ainsi que les caractéristiques de stockage (hauteur, volume, tonnage).

Les justificatifs de la bonne élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès la notification du présent arrêté, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés, et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site.

Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence.

L'exploitant s'assure, dès la notification du présent arrêté, de la mise en sécurité du puits d'alimentation en eau du site.

Constats : Lors de l'inspection du 04 janvier 2023, l'exploitant a présenté l'état des matières stockées présentes sur le site (cf. fichier en annexe du rapport).

Lors de l'inspection du 04 janvier 2023, les produits dangereux et le contenu des baignoires n'ont pas encore pu être évacués. Des problèmes d'accès au bâtiment en raison de risques d'effondrement empêchent le pompage dans de bonnes conditions de sécurité et celui-ci n'a donc pas pu être terminé. La toiture s'est effondrée sur les baignoires les rendant alors inaccessibles.



Figure 4: Photo du 04 janvier 2023 - toiture effondrée sur les baignoires de traitement

L'exploitant a indiqué avoir travaillé avec l'assurance au déploiement de moyens permettant d'accéder aux produits dangereux à évacuer. Les fonds de cuves des baignoires de traitement ont été pompés les 09, 10 et 11 janvier 2023. L'exploitant a indiqué que les liquides pompés sont stockés dans des GRV entreposés dans l'enceinte du site sur une dalle béton.

Concernant la mise en sécurité du site, lors de l'inspection du 04 janvier 2023, il a été constaté que des eaux pluviales viennent se mélanger avec les produits dangereux présents dans l'atelier en rez-de-chaussée. Ces eaux s'écoulent vers la voirie. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mettre en place une solution permettant de contenir ces écoulements.

L'inspection s'est rendue sur site le vendredi 06 janvier en début d'après-midi. L'inspection a pu constater que les accès à l'établissement étaient cadenassés. Par ailleurs, l'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un muret afin de diriger les écoulements vers un regard d'eaux pluviales muni d'un tampon, à l'intérieur duquel une pompe permet de récupérer le liquide résiduel et de le stocker en tant que déchet.



Figure 5: Photo du 06/01/2023 - Récupération des eaux de ruissellement

A la date du présent rapport, l'ensemble des produits dangereux en sous-sol n'ont pas encore été évacués car le pompage des eaux d'extinction n'est pas terminé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 10 jours

N° 3 : Nettoyage et curage du réseau d'eau pluviale impacté

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution du réseau pluviale
Prescription contrôlée : Avec l'accord du gestionnaire du réseau, l'exploitant procède, dans un délai de 2 jours à compter de la notification du présent arrêté, au curage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales. Les effluents obtenus sont évacués vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : A la date du présent rapport, l'exploitant n'a pas procédé au curage du réseau d'eaux pluviales. Non-conformité n° 1 : L'exploitant n'a pas procédé au curage du réseau d'eaux pluviales conformément à l'article 4 de l'arrêté de mesures d'urgence du 02 janvier 2023. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de 2 jours, l'article 4 de l'arrêté de mesures d'urgence du 02 janvier 2023 en curant le réseau d'eau pluviale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 jours

N° 4 : Nettoyage du réseau d'eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 4bis
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage du réseau d'eaux usées
Prescription contrôlée : En accord avec le gestionnaire du réseau, l'exploitant définit, dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, un plan de mesures curatives destiné à prendre en charge l'impact de l'accident sur le réseau d'eaux usées.
Constats : A la date du présent rapport, l'exploitant n'a pas défini un plan de mesures curatives destiné à prendre en charge l'impact de l'accident sur le réseau d'eaux usées. Non-conformité n° 2 : l'exploitant n'a pas défini un plan de mesures curatives destiné à prendre en charge l'impact de l'accident sur le réseau d'eaux usées, conformément à l'article 4bis de l'arrêté de mesures d'urgence du 02 janvier 2023. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de 2 jours, l'article 4bis de l'arrêté de mesures d'urgence du 02 janvier 2023 en définissant un plan de mesures curatives destiné à prendre en charge l'impact de l'accident sur le réseau d'eaux usées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 jours

N° 5 : Suivi environnemental et sanitaire du sinistre

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi environnemental et sanitaire du sinistre
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore et transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, un plan de prélèvements [...]
Constats : L'exploitant a indiqué avoir contacté la société DEKRA afin de réaliser le plan d'échantillonnage suite à l'incendie. A la date du présent rapport, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées de plan de prélèvements dans l'environnement. Non-conformité n° 3 : l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées de plan de prélèvements dans l'environnement, conformément à l'article 6.1 de l'arrêté de mesures d'urgence du 02 janvier 2023. Il est proposé à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de 2 jours, l'article 6.1 de l'arrêté de mesures d'urgence du 02 janvier 2023 en transmettant à l'inspection des installations classées un plan de prélèvements dans l'environnement conformément à l'article 6.1 de l'arrêté de mesures d'urgence du 02 janvier 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 jours

N° 6 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 02 janvier 2023, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet, dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées un rapport d'accident qui précise les circonstances et la chronologie de l'évènement, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme. Les mesures correctives évoquées dans le paragraphe précédent font l'objet d'un calendrier de mise en œuvre qui est fourni en même temps que le rapport d'accident.
Constats : Par courriel du 18 janvier 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'accident suite à l'incendie sur site le 1er janvier 2023. Des compléments ont été demandés à l'exploitant afin que ce rapport d'accident soit mieux renseigné. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques – contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques, conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées, après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Suite à l'incendie du 1er janvier 2023, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir le dernier rapport de contrôle périodique des installations électriques du site. Par courriel du 16 janvier 2023, l'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification périodique Q18 réalisé par la société BUREAU VERITAS le 25 mars 2022. Ce rapport conclut au fait que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;
- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 16.

Constats : Suite à l'incendie du 1er janvier 2023, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir la procédure de sécurité concernant l'arrêt et le redémarrage des installations.

Par courriel du 16 janvier 2023, l'exploitant a transmis un document word intitulé "procédé d'arrêt et mise en marche atelier". L'inspection note que document a été créé le 09 janvier 2023 à 7 h 59, selon les propriétés du document transmis.

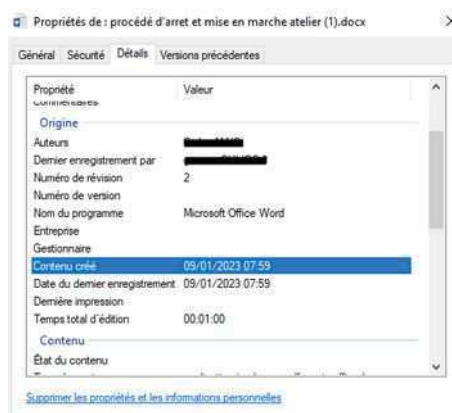


Figure 6: Propriétés du document transmis

Cette procédure est peu détaillée et peu claire. Elle consiste en une simple énumération des différents équipements électriques à arrêter avant "départ en congés".

Par ailleurs, il est indiqué dans celle-ci de "S'assurer qu'aucune machine ne fonctionne en l'absence de personnel ; s'assurer également du bon fonctionnement de l'automatisme de chauffage des bains". Il semble donc que cette procédure, si elle existait au moment de l'accident, n'a pas été suivie car, selon l'exploitant, l'électricien de la société est venu sur site le dimanche 1^{er} janvier vers 12 h 00 pour allumer le chauffage des bains en vue de reprendre l'activité le lendemain matin. Suite à son tour de vérification sur site d'environ 1 heure, celui-ci a quitté le site en laissant le chauffage des bains allumé en l'absence de personnel sur site.

L'incendie sur site a été signalé vers 14 h 00 aux services de secours, l'heure de départ du premier engin est indiquée à 14 h 04 selon l'attestation du SDIS 95.

La prescription contrôlée n'est pas respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Annexe 1 : Etat des stocks

LIQUIDES

STOCK SOUS-SOL

Acide chlorhydrique 34% bidon (25kg)	→ 400 kg	AC
Acide sulfurique 98% bidon (25kg)	→ 20 kg	AC
Acide nitrique 60% bidon (25kg)	→ 50 kg	AC
Extrait de javel Containeur (1000l)	→ 200 l	AL
bisulfite de sodium Containeur (1000l)	→ 300 l	AL
bisulfite de sodium Cuve Station	→ 200 l	AL
lessive de soude Containeur (600l)	→ 200 l	AL
acide sulfurique Containeur (600l)	→ 400 l	AC
Peroxyde d'hydrogène bidon (25kg)	→ 20 kg	Nautic
AZUR HT 4 Base Containeur (600l)	→ 500 l	Nautic
AZUR HT 4 Brillantem Containeur (600l)	→ 300 l	Nautic
Chelun bidon (25kg)	→ 50 kg	Nautic
Chelun Base bidon (25kg)	→ 25 kg	Nautic
Nichel additive 900 bidon (25kg)	→ 25 kg	Nautic
Proseal V20F bidon (30kg)	→ 30 kg	CR6
Proseal CR NOIR Part 1 bidon (35kg)	→ 35 kg	CR6
Proseal CR NOIR Part 2 bidon (25kg)	→ 100 kg	Nautic
Proseal X2 130 Bidon (25kg)	→ 100 kg	CR3
Proseal X2 500 Bidon (25kg)	→ 25 kg	CR3
TOPAS 4000 base bidon (25kg)	→ 50 kg	Nautic
TOPAS 4000 Brillantem bidon (25kg)	→ 50 kg	Nautic
TOPAS 4000 Stabilisant bidon (25kg)	→ 50 kg	Nautic
Proseal CF 500 Part 1 bidon (25kg)	→ 25 kg	CR3
Proseal CF 500 Part 2 bidon (25kg)	→ 25 kg	Nautic
OPAL 5000 Ni bidon (25kg)	→ 25 kg	Ni
OPAL 5000 base bidon (25kg)	→ 25 kg	Nautic
OPAL 5000 Brillantem bidon (25kg)	→ 25 kg	Nautic
Systopan CU 61 bidon (25kg)	→ 25 kg	Nautic
SIRIUS Base bidon (25kg)	→ 25 kg	Nautic
SIRIUS 5000 Brillantem bidon (25kg)	→ 25 kg	Nautic

LIQUIDES PRODUITS STATION

Bains usés acide → Cuve →	5000 l	AC
Bains usés alcalin → Cuve →	5000 l	AL
Floculation → Cuve →	500 l	Neutre
Décontam → Cuve →	5000 l	BHM
Neutralisation → Cuve →	2000 l	BHM
Réprise neutralisation → Cuve →	500 l	BHM
Décyanation → Cuve →	500 l	CN ⁻
Déchromatation → Cuve →	1000 l	Cr ³
réprise finale → Cuve →	500 l	Neutre
Bains usés chimique → Cuve →	2500 l	Cr ⁶
<u>B H M</u> → Boue Hydroxide Métallique .		